

La démocratie et la République en danger

Denis Laffond

La démocratie, bien que souvent critiquée, demeure le meilleur système de gouvernement, comme l'a souligné Winston Churchill.

Cette affirmation résonne aujourd'hui alors que notre démocratie est en crise. La société française fait face à de nombreux défis : des institutions discréditées, une radicalisation croissante, une violence omniprésente, et une perte d'identité et de vision.

Les élections législatives de 2024 ont révélé la montée du Rassemblement National (RN) comme premier parti, bien que le front républicain ait réussi à le contrer au second tour. Ce scrutin a mis en lumière une fragmentation politique en trois blocs : une droite extrême, un centre macroniste en déliquescence, et une gauche, le NFP, qui peine à s'unir malgré des succès électoraux. Les partis semblent incapables de former des coalitions constructives, et les citoyens se sentent dépossédés de leur pouvoir de vote ce qui alimente des discours populistes.

Sur le plan sociétal, de nombreux citoyens peinent à joindre les deux bouts et ne croient plus en l'ascenseur social. La crise sanitaire a modifié leur perception de l'avenir, et les jeunes privilégient le bien-être à la rémunération. Les préoccupations liées au pouvoir d'achat prennent le pas sur les enjeux environnementaux. La violence quotidienne et le dérèglement climatique compliquent encore leur situation. Parallèlement, la laïcité est également mise à mal, avec une partie de la population cherchant des repères religieux, tandis que d'autres défendent ardemment les valeurs républicaines restant attachés à la laïcité.

Les causes de cette situation sont multiples de mon point de vue : un discours politique radical, fragmenté et sans vision pour l'avenir incluant l'ensemble des acteurs de la société, l'influence des réseaux sociaux, et un système éducatif en crise. Pour remédier à ces problèmes, plusieurs chantiers sont proposés : réformer les institutions pour renforcer la participation citoyenne, améliorer le pouvoir d'achat et le logement, favoriser l'intégration des migrants, et repenser l'éducation pour mieux préparer les jeunes à devenir des citoyens responsables.

En somme, il est crucial de rétablir la confiance dans notre démocratie en engageant un dialogue constructif et en impliquant les citoyens dans les décisions qui les concernent. Une responsabilité collective est nécessaire pour bâtir un avenir meilleur et plus inclusif.